

100.000 MUTILÉS ABANDONNÉS

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 186

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 17 JUIN 1949

Le numéro : 10 francs

ORADOUR

ORADOUR, anniversaire du crime tiré des annales du crime permanent qu'est la guerre, Oradour, date sinistre d'une époque qui ne l'est pas moins, Oradour a valu aux politiciens l'exécution spectaculaire du larmolement professionnel et aux journalistes en mal de serpent de mer, l'occasion d'exhiber des photos et de faire montre d'un sentimentalisme de mauvais aloi, qui détouche les colères de la tête des coupables sur celles des innocents.

Oradour, ce ne sont pas les petits Allemands (coupables du crime de naissance) qui en subissent la honte, Oradour fruit de la guerre et banal épisode de guerre pour qui regarde la chose d'un œil militaire, Oradour ! ce sont les fauteurs de guerre qui en portent la responsabilité devant l'Histoire, qu'ils se nomment Churchill, Daladier, Staline, Paul Reynaud, Truman ou Léon Blum.

Et c'est pourquoi nous ne ferons pas chorus, comme l'Humanité, au cri de cette mère qui réclame la peine de mort contre les S.S. (odieux, certes), mais qui oublie de dénoncer les coupables plus odieux encore.

Allons ! bas le masque les larmoyeurs à tant la ligne, les témoins demi-caractère d'Opéra-Bourbon. Comment avez-vous conquis l'Algérie, s'il vous plaît, et le Tonkin, et Madagascar ?

Vous voulez commémorer Oradour ? Une petite suggestion en ce cas : arrêtez donc les incendies que vous avez allumés aux quatre coins du monde : au Viet-Nam, en Palestine, en Indonésie et en Chine, et dérassez-vous les mains tachées du sang de vos crimes avant que de parler humanité !

Il est un point cependant qui nous permettra de faire route commune : puisque l'heure en est au rappel des massacres, nous sommes tout prêts à faire entendre notre voix pour dénoncer les Oradours indochinois, les Buchenwald africains et pour jeter à l'opinion publique le nom des nouveaux Hitler qui les ont perpétrés.



Notre enquête sur le Centre Eugène-Napoléon

LES GRANDS MUTILÉS ET L'INCURIE ADMINISTRATIVE

Incohérence, gabegie, intérêts commerciaux, pots-de-vin, voilà surtout ce qui caractérise les administrations militaires chargées de l'orthopédie

par ERIC ALBERT

tion fonctionnelle de France, le Centre Eugène-Napoléon, officiellement fermé !

*

Pourtant, les grands blessés, jeunes pour la plupart, souvent mariés et ayant des enfants, ne veulent pas rester toute leur vie des infirmes. Les difficultés techniques, en orthopédie, ont toujours été vaincues, et grâce aux appareils et à un stage de rééducation, les grands blessés peuvent aujourd'hui redevenir des hommes parfaitement capables de reprendre une vie normale.

Mais là comme ailleurs, la corruption, l'argent et son corollaire, la corruption, s'opposent ouvertement ou sourdement à la réussite de la science et de la technique misent au service des plus infirmes. Il n'y a rien, pour ainsi dire, pour les mutilés. Mieux. Décidé coûte que coûte à liquider le Centre Eugène-Napoléon, Belotaud, l'ex-résistant... de Mont-de-Marsan, ayant eu vent des collectes faites dans son ministère et en particulier au Centre d'Appareillage, au profit d'Eugène-Napoléon, entra dans une verte colère et menaça de sanctions toute récidive !! On croit rêver. C'est

pourtant rigoureusement exact. Mais tout cela n'est que broutilles. Nous allons voir pourquoi.

*

Le Centre d'Appareillage est en relation avec diverses maisons d'orthopédie, adjudicataires pour le compte de l'Etat. Bien entendu, les prix sont calculés au plus bas et les appareils livrés bien souvent de qualité douteuse pour ne pas dire plus. De surcroît, on assiste souvent à des « erreurs » de taille ; par exemple, un amputé de la jambe gauche se voit livrer une jambe droite. Fait authentique et qui illustre bien à lui seul l'incroyable incurie qui règne dans ces lieux !

D'autre part, les délais de livraison sont extrêmement longs. Le mutilité s'inquiète, proteste, téléphone, écrit. Rien n'y fait. Alors, très souvent, las de lutter, il se plie à la mode du jour — quand il le peut — et paye des dessous de table, parfois au contraire du fabricant, parfois même à ce dernier. Ce marché noir inattendu et écourté est, en fait, imposé par l'Etat à ceux qui veulent surmonter leur infirmité. En effet, non seulement le prix payé est extrêmement juste, mais encore les créances sont difficilement recouvrables. Ainsi, en 1947, le ministère des A.C. devait plus de 8 millions à la seule maison Juénin qui, de ce fait, éprouvait de grosses difficultés de trésorerie.

Et voilà pourquoi ces maisons donnent tous leurs soins à la clientèle payante, la livrent rapidement et remettent toujours au lendemain la fabrication des appareils destinés aux militaires. Au Centre Eugène-Napoléon, un blessé de la jambe ayant subi un raccourcissement de 12 cm., attend sa chaussure orthopédique depuis plus de six mois et est réduit aux biquilles. Et ce n'est là qu'en fait entre mille. Pourtant, à force d'insistance ou grâce à l'argument monétaire, les mutilés obtiennent satisfaction. Mais bien souvent, l'appareil est inutilisable et, s'il l'est, on n'insistera jamais assez à ce sujet, il n'y a pas de centre où ils puissent apprendre à s'en servir !

*

Si la situation des mutilés des membres inférieurs est rendue tragique à cause du comportement de l'Etat à leur égard, celle des mutilés des membres supérieurs est désespérée.

L'orthopédie française, en ce qui concerne les bras et surtout les mains, depuis 1918, est restée stationnaire. L'invalidé n'a le choix qu'entre le crochet et la main en bois inarticulée et extrêmement fragile.

Par contre, en Angleterre, on a fait d'extraordinaires progrès. En pleine guerre, les études et essais furent poussés à fond ; on organisa, aux environs

UN MIRACLE !

Grâce à l'esprit de solidarité de tous, militants, sympathisants, lecteurs, ce numéro du « Lib » a pu encore être publié. De toutes parts les dons ont afflué, des groupes anonymes d'amis se sont constitués spontanément, et nous avons pu réaliser ce miracle : faire paraître le numéro 186 de notre cher vieux « Lib » !

Mais, pour le prochain numéro, les mêmes angoisses nous assaillent. Et il faut qu'à nouveau le miracle se réalise, il faut que tous fassent l'effort indispensable, le sacrifice fécond pour que vive le Libertaire.

Nous faisons confiance à tous les hommes libres !

(Suite page 2)

...mais

25 GÉNÉRAUX
(de division)
pour une Division !

Grève de la fonction publique

CHANTAGE GOUVERNEMENTAL

La presse pourrie du soir (« France-Soir » en particulier) s'est ingénierie mercredi soir à détruire la solidarité des fonctionnaires, postiers, instituteurs, en menaçant les grévistes de lourdes sanctions.

Que les travailleurs de la Fonction Publique se rendent compte de la valeur des droits qui leur sont concedés par la Constitution !

Les droits des travailleurs s'imposent !

Il est à regretter toutefois que les syndicats aient si mal préparé leur grève et l'aient limité à un geste de protestation !

Regrattons surtout le dégonflement lamentable de la Fédération de l'Education Nationale (Automne). Il aura fallu qu'en dernière minute (le lundi 12 au soir), le Syndicat des Instituteurs de la Seine ait enfin décidé, sans réussir à entraîner la Fédération nationale de se joindre au mouvement.

Encore ce syndicat a-t-il crié bon (pour couper tout élans sans doute) de préconiser la grève... avec fonctionnement des garderies dans les écoles !

Nos amis de la C.N.T. les militants de l'Ecole Emancipée ont, lorsqu'ils l'ont pu, entraîné leurs camarades à une véritable grève : écoles totalement fermées.

Dans les P.T.T. aussi, dans quelques centres, les initiatives des syndicalistes ont palié à la carence des syndicats.

Malgré son peu d'amplur, la grève aura montré au gouvernement que les travailleurs de la Fonction Publique sont encore capables de se battre.

Les Crédits Militaires

Ce mois-ci chaque Français paiera 1.000 fr. pour la guerre

Sous couvert de Défense Nationale, on entretient une armée ridicule et ruineuse aux seules fins de défendre l'Etat, de conserver les priviléges et de perpétuer le brigandage colonial.

POUR les vieux soudards hantés par les « gloires » de Verdun et de la Somme, pour les imbéciles groupés autour de de Gaulle et les arrivistes qui peuplent le Ministère de la Guerre, il devient de plus en plus malaisé de faire admettre la présence ruineuse d'une chétive armée, « l'ennemi héritaire » n'existant plus.

par Jean CLARI

relègue la reconstruction aux calendes grecques.

Ne pouvant décentement arguer du « danger allemand », le gouvernement, suivi par sa majorité, a implicitement avoué sa sujexion totale aux U.S.A.

Le débat d'un bout à l'autre, a été dominé par le souci de recevoir armes et matériel d'Amérique et de détourner le prétexte à la course aux armements.

Le danger maintenant est à l'Est « ... aussi loin que possible des frontières... », ainsi que le dit Ramadier. On insiste, on monte en épingle de nouvelles possibilités d'invasion, on cherche à donner l'impression que la guerre est imminente, et la Défense Nationale un devoir sacré. Et c'est à qui fera assaut de surenchère. Un certain Dupont (P.R.L.) accuse Ramadier d'être « pacifiste », et ce dernier se cabre sous « l'insulte ». Montel, du même parti, exige une aviation puissante car dit-il « ...Nous sommes des alliés, des inférieurs (sic) ». Anxionnaz (rad.-soc.) nous apprend que la France se trouve à l'avant-garde du « combat pour la liberté et qu'en Indochine

nous luttons pour une cause juste... ». Mais la palme revient à Ramadier qui, parlant au sujet du Pacte de Bruxelles déclare : « ...il faut prendre des décisions quant à la zone où serait LIVREE LA BATAILLE DECISIVE... ». Puis cette ânerie monumentale : « ...sans finances saines il n'y a pas de défense nationale possible... ». Mais Ramadier n'est pas à une incohérence près et n'hésite pas à prendre l'effet pour la cause lorsqu'il s'agit daussoi graves questions !

Le seul qui ait osé dévoiler la véritable mission de l'armée est Pierre Cot. Il s'est élevé contre la sujexion américaine et, aux APPLAUDISSEMENTS DES STALINIENS, réclamé une armée strictement nationale en omettant toutefois d'en préciser l'objet.

Cet objet nous le connaissons : c'est la défense de l'Etat, des privilégiés, et le maintien de l'exploitation coloniale.

La vérité. Tout le reste n'est que façade et hypocrisie. Car il n'y a pas un seul homme raisonnable qui puisse croire un seul instant que la France soit en état d'opposer à l'U.R.S.S. une résistance sérieuse. Qu'éclate la guerre, et il ne peut s'agir que d'une guerre entre l'Amérique et la Russie, et les divisions blindées de Staline, en 8 jours seront à Biarritz.

Et ce n'est pas avec une aviation ridiculement chétive et périmeée que l'on pourra retarder un tant soit peu le « rush » de quelque 150 divisions motorisées !

La France ne joue plus aucun rôle déterminant dans le monde.

Seule, sa position géographique a de la valeur et la destine peut-être à être un champ de bataille.

Qu'elle se tourne vers l'U.R.S.S., qu'elle se tourne vers les U.S.A. ou bien qu'elle choisisse la stricte neutralité ne changera rien à cela.

Et pour qu'elle puisse avoir du poids dans la conjoncture internationale, il faudrait que l'Amérique lui fournit un armement comparable à celui de la Russie.

Et on sait très bien que, pour de multiples raisons, une telle éventualité est totalement exclue du domaine des possibilités.

Le prétexte invoqué pour justifier la course aux armements est donc faux. L'Allemagne est anéantie et la Russie ne menace pas la France. Elle menace l'Europe tout entière que lui dispute les U.S.A.

Les deux impérialismes, de l'Est et de l'Ouest développent leur antagonisme à l'échelle planétaire, et l'Europe, après avoir commandé le monde, devient un simple enjeu et les gouvernements de simples satrapes.

ACTUALITÉS ET ATROCITÉS

LES « Actualités » de la semaine dernière ont montré, sur les récents événements de Shanghai, des séquences particulièrement horribles : assassinats en pleine rue, d'une balle dans la nuque, de plusieurs hommes. La presse s'est émue de telles projections (« Ecran Français », « Figaro », « Combat »), les trouvant « indécentes », et un journal (« Figaro ») a cru bon d'ouvrir une enquête à ce propos, recueillant l'opinion de politiciens (Reynaud entre autres) et l'actuel ministre des Informations) et d'écrivains qui tous sont tombés d'accord pour flétrir de semblables « exhibitions ». Voici la réponse que nous avons cru nécessaire de leur faire et dont le « Figaro » n'a nullement daigné tenir compte, comme il faisait s'y attendre :

« Nous ne voyons pas de différence entre un canon qui tire et un canon qui ne tire pas. Alors que les Actualités nous submergent chaque semaine de combats militaires, de cercueils sur affûts, de drapés salués

de salves, pour une fois que quelques-unes de ces armes répondent à leur destination véritable, une indignation générale saisit la presse.

« Nous sommes quelques-uns à n'avoir jamais perdu de vue, derrière les uniformes et les décos, le cadavre à venir de l'Indochinois, du Nègre, ou le nôtre propre.

« Nous ne voyons donc pas les raisons qui autoriseraient l'escamotage de cette réalité, si horrible fut-elle, sur l'écran, alors qu'elle est la réalité quotidienne dans les prisons et les camps de toute sorte, mais dérobée avec sollicitude aux regards du spectateur.

« Notre seul dégoût est d'entendre hypocritement qualifier cette « justice » d'orientale — dans certains commentaires qui accompagnent les séquences — alors qu'en fait elle est celle des Etats. »

Jean-Louis BEDOUIN,
Jean BERGSTRA-
SER, Jean SCHUS-
TER, Jean SUQUET,
Jean-Paul RIOPELLE.

GALA ARTISTIQUE DE LA RÉGION PARISIENNE

Au profit de sa Caisse d'Entraide
SAMEDI 18 JUIN, A 20 HEURES PRÉCISES
Salle Susset — Quai de Valmy, n° 206

UN MAGNIFIQUE PROGRAMME !

Charles BERNARD, Raymond BUSSIÈRES, Léo CAMPION, Paulette CHARDIN, Raymonde DELCAMBE, Léo FERRE, GABRIELLO, Jane GARDON, Gaston GASSY, Jacques GRELLA,

Léo NOËL, Michel RENAULT, REVELE, Cora VAUCAIRE, Yann BRIEUX...

...DES ÉTOILES DE LA DANSE

Après le concert, grand bal de nuit avec un orchestre réputé.

PRENDRE LES CARTES D'ENTRÉE AU « LIBERTAIRE », 145, QUAI DE VALMY

LES RÉFLEXES DU PASSANT



La cuisse du Général

et terribles et qui ne peuvent être communiqués aux communs des mortels. Et tous P.C.D.F. (1) en sont encore à se demander pourquoi le capitaine a droit à 15 ou 20 rations et le simple 2^e classe à une seule? Mais, je viens de vous le dire : mystère et hiérarchie. Ces questions sont affaires des « grands » hommes, des « Gaulois », Thorez, Staline et Cie qui, en leurs palais, œuvrent pour le bien des peuples.

Mais les P.C.D.F. sont des petits obstinés et voudraient tout de même qu'on leur explique autre chose : pourquoi une cuisse de général vaut-elle plus cher qu'une cuisse de vulgaire biffin? En effet, le premier parfois, en plus de sa pension, 84.500 francs, alors le second, rien. Qu'est-ce à dire? Il y aurait-il une hiérarchie dans la famille?

Mais alors, on comprend de moins en moins. On plie de mieux en mieux.

Parc que maintenant nous sommes en pleine boucherie. Il ne s'agit plus que de déterminer la valeur des deux cuisses données.

Alors, soyons sérieux, et faisons appeler aux spécialistes, aux bouchers. Pas eux de l'Ecole Militaire. Ceux des abattoirs. Ils s'y connaissent fort bien et accordent toujours une bien plus grande valeur aux moutons qu'aux vaches.

* * *

P.S. : A la demande de ses nombreux clients, P. Reynaud, Carrélaude, Nocher, les recteurs de Strasbourg, etc., le Passant sort de l'anonimat. Il signera désormais :

OLIVE.

(1) Pauvres cons du front.

Schisme Stalinien

MOINS important que celui de Tito, mais pouvant revêtir une certaine importance sur le plan national, un nouveau craquement vient de se produire dans l'église communiste.

Un vieux militant communiste, Louis Prot, député de la Somme, maire de la commune « cheminote » de Longueau, vient de quitter le parti, non sans cligner vigoureusement la porte derrière lui.

Nous nous contenterons aujourd'hui de présenter objectivement les faits, nous réservant de revenir ultérieurement sur les incidences et les dessous de cette affaire.

Louis Prot a soixante ans. Maire de Longueau depuis une vingtaine d'années, bon administrateur, déporté en Algérie en 1939, il apparaît comme un militant probe, courageux, demeuré fidèle au parti à travers tous ses virages. Pourtant, il est bientôt considéré comme suspect par les ponifiles. Parce que Louis Prot a un franc-parler et un langage rude dont s'accommodent fort mal les « chefs bien-aimés » du prolétariat. Et, depuis la libération, ce langage devient de plus en plus aigre, de plus en plus cassant.

Les raisons ? D'abord, Louis Prot a eu connaissance de certains faits qui révoltent sa conscience de militante. Il se fait pourtant.

Ensuite de jeunes arrivistes, en particulier René Lamps, ex-instituteur, député de la Somme, membre du Comité Central, s'agencent autour de lui, impatients de « débarquer » le vieux dont la popularité et le caractère trop entier leur portent ombrage.

Prot patiente encore. Mais une goutte d'eau fait déborder le vase. A la morte de Longueau, il a pour adjointe la camarade Boulanger. Celle-ci est exclue du parti. Son mari rédige aussitôt une lettre de démission concue en termes humoristiques : « ...Attendu que ma femme a été exclue du parti. Attendu qu'ayant à choisir entre ma femme et le parti, je choisis ma femme... etc. »

Prot comprend alors qu'un épure autour de lui ses amis pour mieux le frapper et que son tour va venir. Rompt alors avec la tradition des « aveux spontanés », refusant de s'immoler sur l'autel du parti, il rejoint la cohorte des « rats visqueux » et adresse sa démission à Maurice Thorez.

L'affaire devient publique. Les dirigeants staliniens, mal à l'aise, tentent de ramener à une plus saine compréhension de l'évangile marxiste-léniniste cette brebis égarée. Thorez adresse une lettre personnelle à l'hérétique. Mais celle-ci s'est déjà trop engagé pour reculer. Il va répondre à Thorez au cours d'une réunion publique tenue à Longueau, devant quinze cents de ses électeurs qui l'accueillent, l'applaudissent et menacent de faire un mauvais parti à une poignée de staliniens orthodoxes venus apporter la contradiction.

Au cours de cette réunion, non seulement il se défend, mais il attaque, révélant publiquement et étonnant au grand jour la pourriture du « grand parti ».

Il accuse les dirigeants locaux de la Fédération communiste de la Somme : 1^o D'avoir volontairement incendié, l'hiver dernier, le siège de la Fédération, parce qu'il était demandé des justifications de dépenses que ses dirigeants ne pouvaient fournir, pour faire disparaître certains dossiers qui étaient truqués et certaines pièces établissant la corruption de certains militants locaux.

2^o De détournement de fonds commis par un homme politique d'Amiens.

3^o De prévarications exercées par l'adjoint communiste de la mairie d'Amiens. Celui-ci aurait en effet profité de ses fonctions pour faire « chanter » les sans-abris à la recherche d'un logement.

4^o De collaboration avec les fascistes. Entre autres documents, Prot exhibe une photo représentant la fille d'un conseiller général communiste sur les genoux d'un soldat allemand.

5^o Enfin, accusation plus grave, de pillage et d'assassinat. En 1944, des résistants communistes attaquent la Banque de France et s'emparent d'une tren-

taise de millions dont six disparaissent. Selon Prot, ni le parti, ni les organisations de résistance n'auraient vu le moindre centime de cette dernière somme que se seraient partagée les agresseurs. Mieux : l'un de ceux-ci qui s'opposait au partage personnel aurait été abattu par ses complices et sa mort attribuée aux Allemands !

Sans compter une affaire d'excitation de mineure à la débauche et d'attentat à la pudeur commis sur une jeune diégétique de l'Assistance Publique, et qui aurait été ensuité jetée à la rue, par un couple de Longueau dont la femme est membre du Bureau Féodal !

Et c'est en vain qu'une grosse maison anglaise ayant, rien qu'en Angleterre 15 succursales, demande depuis trois ans l'autorisation de monter une usine en France !

Ainsi, autour des mutilés fleurissent pots-de-vin, corruption, combines et appétits commerciaux ; et ceux-là même dont le rôle principal est d'envoyer la fleur de la jeunesse aux boucheries bien françaises, se font concilier ou non les auxiliaires et les défenseurs de profiteurs qui s'enrichissent de la misère physique des invalides.

Je ne voudrais pas terminer cet article sans m'adresser au Casanova, au Teitgen, au Bérolaud et aussi à l'U.F.A. Allons, Messieurs, un peu de courage : dites-nous ce qu'il s'est passé en Angleterre au sujet des mains articulées. Quant à vous faire taire, tout le monde sera en droit d'affirmer que vous avez couvert la plus abominable des crapuleries.

Et c'est en vain qu'une grosse maison anglaise ayant, rien qu'en Angleterre 15 succursales, demande depuis trois ans l'autorisation de monter une usine en France !

Mais nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le soin de conclure.

FAYOLLE.

Nous nous garderons bien de prendre position dans ce déballage de lingé sale. Nous n'avons pas attendu ces révélations pour être fixés sur les turpitudes du P.C.F. Et si nous reconnaissions un certain courage au député de la Somme pour avoir osé éclater en plein jour les sales petites combines du grand parti, nous remarquerons seulement que Louis Prot les a, pendant plusieurs années, couvertes de son silence.

Et nous laisserons aux lecteurs le

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES LIVRES

Principes du Fédéralisme

de Robert ARON et Alexandre MARC

ROBERT ARON et ALEXANDRE MARC ont écrit dans ce livre des pages, des chapitres même, que le *Libertaire* se serait honoré de publier. C'est très intelligemment qu'ils nous parlent des « oscillations » de Marx puis qu'ils critiquent sa dialectique « de mort » en lui opposant la vivante dialectique de Proudhon. Les critiques qu'ils portent contre l'Etat, le totalitarisme (en s'appuyant sur Proudhon), les pseudo-démocraties, sont les nôtres. Également leur opinion, selon laquelle l'Histoire n'est pas une voie à sens unique, un ensemble de fatalités. Leur conclusion ne peut que nous agréer : hors du Fédéralisme, pas de salut, pas de solutions aux problèmes politiques, économiques, nationaux et mondiaux.

Nos lecteurs pourraient se demander pourquoi MM. Aron et Marc ne se déclarent point anarchistes et ne mènent pas notre combat.

C'est qu'à côté des affirmations qui sont communes à ces fédéralistes et à notre mouvement, il y a des divergences importantes en qualité sinon en nombre.

Signalons, en passant, quelques points discutables. Page 10, on distingue « l'anarchisme avec Bakounine ou Blanqui » et « l'hégélianisme avec... Proudhon et Marx ».

Voici donc Blanqui qui nous est très gratuitement octroyé et Proudhon qui nous est retiré... grâce à la symétrie de la phrase sans doute. Mais si Proudhon était hégelien, Bakounine (au moins un temps) le fut bien plus !

On laisse entendre aussi que Proudhon ne connaît pas bien Hegel, ou très indirectement, car... il ne savait pas l'allemand !

A la page suivante, quatre affirmations surprenantes autant qu'incontrôlées, en une seule phrase :

« Ce fut autour de Georges Sorel, avec tous les militants et les penseurs du syndicalisme révolutionnaire, l'essai de réconcilier marxistes et prudhoniens sous l'autorité de Bergson. »

Enfin, page 90, au sujet d'une forme de la réaction « compréhensible mais mise » contre l'attitude totalitaire, il est écrit :

« Ils ont voulu, sur le terrain de la production, revenir à l'âge des métiers à main et du rouet. Ils ont, sur le terrain du gouvernement, préconisé l'anarchie. Et c'est en particulier ce qu'ont fait les fédéralistes nantis de la Commune de Paris. »

Alors certes, nous nous réjouissons de voir la Commune reconnue anarchiste, mais quant au désir de retourner aux métiers à main, voire !

Le prudhoniisme de Robert Aron et Alexandre Marc est mitigé, comme pour tant d'autres ; la pensée de Proudhon est si vaste qu'on y peut toujours prendre quelque chose qui ne vous gêne pas. Nous avons bien eu ces prudhoniens d'Action Française !

Pour nous, Proudhon est un tout, même si nous n'en faisons pas une idole, même si nous repoussons certaines de ses affirmations. Mais, en tout cas, tout le fédéralisme est dans Proudhon, Tandis que MM. Aron et Marc le flanquent d'un théoricien : Dandieu, que nous avions ignoré et qui aurait mis le fédéralisme de Proudhon au niveau du monde actuel et de ses techniques. Aron et Marc n'ont pas réussi à nous convaincre de l'insuffisance de Proudhon en ce domaine et de la valeur de l'apport de Dandieu.

Ce qui est plus grave, c'est la méconnaissance (?) de l'anarchisme dont font preuve Robert Aron et Alexandre Marc.

Je me souviens pourtant avoir entendu cette réflexion d'Alexandre Marc : « Je les connais bien, les Anarchistes. Il se révèle que si Aron et Marc ont connu des anarchistes (lesquels ?) ils s'obstinent à ignorer l'anarchisme, les œuvres de Guillaume, les résolutions des Congrès de la Jurassienne ou de la

Etudes Anarchistes

N° 3 EST PARU

SOMMAIRE

Possibilités et faiblesses de l'anarchisme.
Hoiley Cantine.

Le vieillissement du syndicalisme.
Joyeux.

Planisme ou Spontanéité.
Fontaine.

De l'Existence à la Révolution.
René Michel.

La leçon d'Azerbaïjan.
X. X.

Le numéro 40 fr.
Abonnement pour 10 n° 350 fr.
Abonnement pour 5 n° 175 fr.

Nous avons eu quelques difficultés auprès des P.T.T. pour l'obtention du tarif « périodique » et la livraison du n° 3 souffrira de quelque retard. Nous nous en excusons vivement auprès de nos lecteurs.

Le n° 4 paraîtra dès les premiers jours de juillet.

Section espagnole de la Première Internationale, les réalisations de la Makhnovtchina ou de l'Espagne de 1936-1938, nos œuvres les plus solides comme nos plus simples brochures.

Pour eux (et nous en rougissons pour eux), l'anarchisme estime que les organismes de bases, communes, syndicats, etc., en se multipliant indépendamment les uns des autres et indépendamment des centres (p. 98) assurent la liberté. Quant à la fédération de ces organismes, il n'en est pas fait mention. Au contraire, on s'ingénie à déformer l'anarchisme par des phrases de ce genre : « L'anarchisme procède ainsi d'une double simplification et d'un

problème mondial, ce qui nous est proposé, page 131 (à savoir : non pas un super-Etat, mais une mise en commun des fonctions d'Etat, un transfert limité de souveraineté à des organismes fédéraux), n'a rien de particulièrement original ni de fédéraliste.

A moins que le fédéralisme soit le système suisse ou U.S.A., c'est-à-dire un pseudo-fédéralisme pouvant, comme l'étatisme forcené, couvrir toutes les entreprises de domination et d'exploitation.

Comment alors, MM. Aron et Marc, peuvent-ils après avoir reproché à mains politiciens d'être venus au fédéralisme par occasion ou arrivisme, s'in-

voient à FONTAINE

double parti pris : d'abord, tout ce qui est au centre est mauvais et doit être éliminé. Ensuite, tout ce qui est à la base est bon et se suffit à lui-même.

Aron et Marc, ayant rassemblé sous le vocable « Nyqua » tous les hommes à systèmes, ceux qui répondent « il n'y a qu'à faire ceci ou cela... », ne manquent pas d'affirmer que les anarchistes sont des « Nyqua à cellères multiples, au lieu d'être à cellères simples ».

Outre qu'il est bien difficile de s'imaginer ce que sont ces cellères multiples et comment on peut en affirmer un animal, il est permis de se demander si nous nous trouvons en face d'adversaires de bonne foi, tant l'obstination à ne pas nous connaître est marquée.

Car il n'était guère difficile à MM. Aron et Marc de trouver chez nous quelques passages brefs et significatifs et comment on peut en affirmer un animal, il est permis de se demander si nous nous trouvons en face d'adversaires de bonne foi, tant l'obstination à ne pas nous connaître est marquée.

Et d'ajouter : « Le Fédéralisme, au contraire... n'opère ni choix arbitraire, ni exclusive a priori ». C'est ignorer le pluralisme, le fédéralisme des anarchistes.

Or, quel est donc ce fédéralisme qui s'oppose à l'anarchisme ?

Les auteurs ne se résolvent pas à rejeter certains mots équivoqués. Ainsi, après avoir combattu l'Etat, appellent-ils Etat ce que nous, nous appellerions les fonctions s'exerçant par leur nature sur le plan national. Ils ont beau dire que le fédéralisme est là qui limite et contrôle ces fonctions, nous savons comment la confusion ou l'équivocité dans les mots entraîne la confusion ou l'équivocité dans les idées. Une des formes de l'auto-mythification. Cela est arrivé à certains abondancistes avec leur expression « état utilitaire ». Il y a longtemps déjà, Malatesta signalait l'équivocité du mot « Etat » dans sa brochure, *L'anarchie*.

Nous pensons donc que donner le mot Etat à l'organisation technique d'un ensemble territorial pour l'accomplissement de besognes administratives et de services communs, est extrêmement dangereux. Les étaïstes ne s'y tromperont pas et une fois dans la place auront fait de recréer un véritable Etat.

Ce qu'il aurait fallu, c'est examiner le problème de l'exécution, ou contre lequel se déchaîne, chaque jour plus ouvertement, contre les organisations ouvrières qui ne se soumettent pas aux directives de l'Etat, se maintiennent en marge de l'officialisme. Elle se déchaîne même contre celles créées ou inspirées par elle, et qui crurent un instant que leurs aspirations et leurs droits seraient pris en considération, en dehors des intérêts électoraux ou de classes des gouvernements. Les récentes grèves des boulangeries et des ouvriers du livre, groupés dans le mouvement officiel, ont été déclarées illégales, les locaux et les Bourses de Travail ont été fermés en ce qui concerne les boulangers. Ce sont là de clairs exemples de ce qu'on peut attendre, aujourd'hui comme toujours, des organisations officielles.

La Fédération Ouvrière des Constructions Navales, entité syndicale autonome, a été l'objet récent de la réaction. Elle se trouve dans l'impossibilité, en raison des mesures policières, d'organiser des manifestations publiques, lesquelles sont cependant l'expression du fonctionnement normal de l'organisation pour les tâches qui lui sont propres : assemblées, congrès, etc...

Si nous comprenons bien, il ne s'agit plus de fédéralisme authentique, mais, tout au plus, de limitation de l'étatisme et de défense et généralisation de l'entreprise libre, pas toujours coopérative ou collective. Ce n'est pas tout à faire l'Etat limité des libéraux, du « laisser-faire, laisser-passer », mais ce n'est pas non plus la fédération des communautés, conseils, etc.. Ce n'est pas au fédéralisme, mais de la décentralisation. Une phrase résume assez bien ce fédéralisme mitigé. C'est celle-ci, page 123 : « Quant aux conditions politiques, elles se ramènent à celles qui furent déjà énoncées : équilibre des fonctions politiques, stabilité du pouvoir exécutif, qui, sans recourir à des mesures dictatoriales, soit, par sa propre autorité, capable de faire respecter la loi contre les puissances d'argent et les coteries politiques et transformation du régime représentatif soustrait au monopole des assemblées centralisées ». Loi, puissances d'argent, etc., tout ceci seraient donc maintenus.

Il est même question, page 107, d'utiliser des Assemblées centrales, à forme parlementaire, à côté des Assemblées professionnelles ou locales.

Et nous avouons que pour les pro-

blièmes mondiaux, ce qui nous est proposé, page 131 (à savoir : non pas un super-Etat, mais une mise en commun des fonctions d'Etat, un transfert limité de souveraineté à des organismes fédéraux), n'a rien de particulièrement original ni de fédéraliste.

A la lecture de tels passages, le révolutionnaire averti en vient à se demander si les auteurs ne procèdent pas scientifiquement par omission ? En « oubliant » la collectivisation libertaire, la révolution sociale, ils laissent supposer, à propos de structure qu'il n'y a que deux solutions : l'Etat illimité et leur Etat limité de fédéralisme. De surcroît, ils oublient de parler du fédéralisme anarchiste qui prévoit des organismes coordinateurs (centraux si l'on veut

souvent)

Le Père de l'Anarchisme : William GODWIN

par Louis LOUVET

C'EST William Godwin qui le premier, parmi les philosophes et sociologues, condamna formellement l'Etat comme étant une tyrannie et doit être ainsi considéré comme le véritable père de l'anarchisme, titre dévolu quelques fois à Pierre Kropotkin et plus souvent à Proudhon (1).

William Godwin est né à Wisbeach dans le comté de Cambridge en 1756. Il est le fils d'un pasteur non-conformiste et il fait ses études dans un collège dissident à Hoxton. On peut en conclure qu'il est, dès son début dans la vie, prédestiné aux théories subversives. Pourtant il subit quatre années de vie ecclésiastique, à Londres où il va essayer de vivre de sa plume ayant répudié toute autre religion.

Il sera bien surpris que des hommes comme Aron et Marc en soient encore au dilemme simpliste : ou Etat, ou désordre et il nous est difficile de leur accorder le bénéfice de l'ignorance.

Nous avions déjà, en juillet 1947, dans le *Libertaire*, et peut-être un peu violente, reproché les faits de ce genre à Robert Aron.

Mais nous attendions autre chose d'Alexandre Marc.

Nous parlions alors (en juillet 1947) de pseudo-fédéralisme. C'était peut-être excessif. Contenons-nous d'observer qu'entre le fédéralisme intégral, le fédéralisme authentique que nous préconisons et le simili-fédéralisme des Dautry et Churchill, il existe une sorte de troisième force du fédéralisme représenté par MM. Aron et Marc et que, faut-il d'autre terme, nous appellerons fédéralisme réformiste.

Est-il possible que nous ayons, pratiquement, dans l'ouvrage en question. Ce qui en ressort, ce que les auteurs entendent réaliser, c'est une accession progressive des ouvriers à la prospérité et à la gestion en les faisant participer aux bénéfices.

C'est d'ajouter : « Le Fédéralisme, au contraire... n'opère ni choix arbitraire, ni exclusive a priori ». C'est ignorer le pluralisme, le fédéralisme des anarchistes.

Et d'ajouter : « Le fédéralisme satisfait à la participation collective aux bénéfices. »

Or, quel est donc ce fédéralisme qui s'oppose à l'anarchisme ?

Les auteurs ne se résolvent pas à rejeter certains mots équivoqués.

Il est difficile de trouver une réponse dans l'ouvrage en question. Ce qui en ressort, ce que les auteurs entendent réaliser, c'est une accession progressive des ouvriers à la prospérité et à la gestion en les faisant participer aux bénéfices.

C'est d'ajouter : « Le fédéralisme satisfait à la participation collective aux bénéfices. »

C'est attachement ne serait-il pas la raison d'une délimitation à tout prix vis-à-vis de l'anarchisme ?

Edition : LE PORTULAN

LA RÉACTION en Argentine

par PARANE

L'OBRA, organe libertaire de Buenos-Aires, publie :

La réaction se déchaîne, chaque jour plus ouvertement, contre les organisations ouvrières qui ne se soumettent pas aux directives de l'Etat, se maintiennent en marge de l'officialisme. Elle se déchaîne même contre celles créées ou inspirées par elle, et qui crurent un instant que leurs aspirations et leurs droits seraient pris en considération, en dehors des intérêts électoraux ou de classes des gouvernements.

Les récentes grèves des boulangeries et des ouvriers du livre, groupés dans le mouvement officiel, ont été déclarées illégales, les locaux et les Bourses de Travail ont été fermés en ce qui concerne les boulangers. Ce sont là de clairs exemples de ce qu'on peut attendre, aujourd'hui comme toujours, des organisations officielles.

Toute grève est déclarée illégale. L'Etat, impuissant à juguler l'inflation, réalise la « congélation des salaires », mais se montre incapable de réaliser celle des prix, et alors qu'il déclare que les ouvriers vivent dans le meilleur des mondes, il donne l'exemple de l'agio par l'augmentation exorbitante de ses revenus : chemins de fer, téléphones, postes, trappes d'impôt les ventes et les achats, de telle façon que l'on peut dire sans crainte d'exagération que sur quatre journées de travail, une journée entière passe aux caisses fiscales.

A l'action enveloppante et étouffante de l'Etat, il est nécessaire de répondre par la résistance active de tous les hommes désireux de l'être. Telle est la position de l'anarchisme sous tous les climats et à toutes les époques.

La réaction s'amplifie et tend à étrangler toutes les activités corporatives, de groupements ou d'associations qui ne sont pas agréées par les officiels : assemblées, presse, soirées, conférences, tout ce qui constitue l'expression la plus importante de la vie populaire est saboté ou interdit sous de quelconques prétextes.

Il ne suffit plus de déclarer les grèves illégales, car les travailleurs de nombreuses corporations — y compris ceux des syndicats d'Etat — ne se soumettent pas et reprennent le seul chemin valable et digne, affrontant la lutte de la rue et l'action directe, redéve-

L'aigle disait au ver sur un arbre attrapé :

— Pour t'élever si haut, qu'as-tu fait ?

— J'ai rampé.

LABOUISSSE (1809)

J. MARESTAN : L'Education sexuelle 25 fr.

P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son idéal, sa philosophie 40 "

F. ROTHEN : La politique et les politiciens 40 "

VOLINE : La Révolution Inconnue 420 "

F. PELLOUTIER : Histoire des Bourses du Travail 240 "

P. BESNARD : Le Monde nouveau 225 "

P. J. PROUDHON : La Révolution Sociale 170 "

E. BERTH : Du capital aux réflexions sur la violence 245 "

A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste 350 "

Peut-on sauver le Syndicalisme ?

PIERRE MONATTE, commentant pour la « Révolution prolétarienne » les interventions des syndicalistes qu'il avait conviés à un débat sur l'unité, se tourne vers ceux qui pensent que le syndicalisme n'a plus un instant à perdre, qu'il doit ou s'adapter aux circonstances actuelles, ou disparaître en tant que force de transformation révolutionnaire, et il s'écrie : « Cela me paraît juste dans l'ensemble, mais comment y remédier ? ». D'autres posent la question : « Si le syndicalisme vieillissant est réellement dépassé, par quoi le remplacer ? ».

Les inquiétudes réelles du mouvement syndical actuel ne manquent pas de le pousser, comme elles ont poussé avant lui toutes les autres institutions ouvrières ou non, à essayer de résoudre le problème en lui-même, c'est-à-dire à essayer de se transformer, de s'adapter aux circonstances nouvelles.

Il n'en est pas moins intéressant d'étudier quelques-unes des solutions qui sont actuellement proposées.

Il est certain que si l'on ne trouve pas à travers ces suggestions le

par Maurice JOYEUX

remède susceptible de sauver un organisme bien attaqué, on pourra voir se dessiner autour de ces projets les grands traits de « l'organisation de masse et de choc » que les travailleurs, désireux de rompre avec l'immobilité actuelle, constitueront demain.

Sous la plume de PIERRE NION, le « Réveil syndicaliste », bulletin de l'UNION DEPARTEMENTALE de MAINE-ET-LOIRE (F.O.), dont on connaît le rôle à la tête de la minorité de la centrale réformiste, écrit :

« Le syndicalisme ne fait plus recette, veuillez entendre par là qu'il n'attire plus les adhérents. Il a besoin de se revivifier, de se renouveler, de reprendre son élan, et tous les moyens de l'animer doivent être utilisés. »

Et PIERRE NION propose de créer dans chaque syndicat :

1^o DES ACTIVITES DE JEUNES : jeux, sports, activités culturelles (théâtre, chorale, musique, visites groupées, cinéma, etc.);
2^o DES ACTIVITES D'ADULTES : fonctions d'administrateurs, de coopérateurs sous toutes ses formes (achats d'outillage, de denrées alimentaires, de vêtements de travail, d'animateurs de secteur de jeunes, etc.).

Et il conclut :

« Une telle forme d'activité donnée aux syndicats permet de développer au maximum, comme dans une COMMUNAUTE DE TRAVAIL, le sens des responsabilités chez un nombre toujours accru d'adhérents et de lier plus étroitement les syndiqués à leur organisation. »

Préoccupations à caractère gestionnaire et pas tellement opposées à cette autre proposition, très séduisante, qui m'est suggérée par un correspondant du Gard, touché semble-t-il par les théories de l'abondance.

Voici un extrait d'une lettre remarquable qu'il nous envoie :

« Vois-tu, le regroupement des producteurs en syndicats est bien l'expression de l'EGOISME collectif ; il a atteint son point culminant, limité ARTIFICIELLEMENT par les fédérations d'industries, expression du CORPORATISME D'AUJOURD'HUI, aussi surannée que le fut jadis le syndicat de métier.

« Car si le syndicat d'industrie fut un progrès sur le syndicat de métier, comme le syndicat de métier par localité fut aussi un progrès sur le syndicat de métier par entreprise, pourquoi ne pas pousser le raisonnement jusqu'au bout et ne pas admettre que le SYNDICAT LOCAL OUVERT A TOUS LES TRAVAILLEURS DE TOUTES LES INDUSTRIES ET SERVICES serait aussi un progrès sur le syndicat d'industrie ? Car l'intérêt de tout travailleur est un EGAL droit à la vie, les intérêts divergents ont été créés pour les besoins d'une cause qui fut, je suppose, la prise en charge des entreprises par des syndicats d'industries au PROFIT (avoué) de la collectivité, mais en réalité au profit des CORPORANTS, ce qu'exprime bien les formules : « la mine aux mineurs », « la terre aux paysans », « le chemin de fer aux cheminots », etc... Plus de patrons, partageons-nous les bénéfices... mais conservons le régime des prix, du commerce, des échanges, etc., au profit de la corporation.

Le syndicat local unique permettrait l'UNIFICATION DES SALAIRES et serait un garant de solidarité ; de plus, il permettrait de constituer un syndicat dans toutes les localités. Par exemple, une petite localité qui comprend 2 instituteurs, 3 postiers, 1 cantonnier, 8 ébénistes, 4 forgerons, 12 métalliers, 13 maçons, 7 agriculteurs, 5 employés, 2 bûcherons, 1 préparateur en pharmacie, 4 commis de magasins, 6 chauffeurs, pourrait constituer un syndicat unique de 70 membres, alors qu'aucune corporation ne réunirait assez de membres et surtout assez de capacité pour créer chacune un syndicat particulier.

« Et si, à côté de ce syndicat, nous créons un syndicat unique des consommateurs et usagers de tous services, nous aurons, automatiquement ces 70 producteurs plus les non-salariés de la localité et ainsi le SYNDICALISME AURA ENCORE UN ROLE A JOUER. »

Nous dirons ce qu'il faut penser de toutes ces suggestions, ainsi que de celles qui peuvent encore nous parvenir, dans un prochain article. Mais il reste constant que la crise du syndicalisme est ouverte, des préoccupations aussi diverses le prouvant surabondamment. Il restera à l'honneur de notre « Libertaire » d'avoir été le premier à rompre avec les « puériles récitations des litanies aux mères des grands-prêtres de la religion syndicale » pour placer ses lecteurs devant la réalité.

DANS un précédent article paru dans le « Libertaire », nous avions signalé l'importance des nouvelles méthodes de construction, facteur de baisse de la bâtière, pour ceux qui veulent construire d'une part, et ceux qui doivent subir un prix de loyer n'étant pas en rapport avec le salaire actuel d'autre part.

Des camarades m'ont demandé d'apporter, dans un nouvel article, plus de détails sur la situation du logement et des possibilités d'avenir.

Je disais, dans mon précédent article, qu'il fallait abandonner les vieilles conceptions de construction et aborder, franchement, une technique nouvelle.

Pour réaliser cette révolution technique dans l'art de construire, il faudrait que les gars du bâtiment s'intéressent davantage à leurs responsabilités ; leurs rôles ne devraient pas se borner à des questions de secours-mutuels et à des réalisations de bénéfices anormaux, toujours faites sur le dos des consommateurs et presque toujours au détriment de la qualité et du confort.

Les entreprises bénéficient de cette inconscience et le résultat reste le même pour les travailleurs.

Je m'excuse de citer des chiffres, mais il faut illustrer cette étude par des exemples incontestables.

NOS BESOINS

Nous disposons d'environ 13 millions de logements ; 8 urbains et 5 ruraux. 20 % des immeubles urbains ont plus de 100 ans, on compte 500.000 taudis et 1 million qui le seront dans peu de temps. À la campagne, la moyenne d'âge est de 120 ans.

560.000 logements ont été détruits par la guerre et 540.000 endommagés. Pour remédier à cette situation, compte tenu des besoins de la population, il nous faudrait construire 5 millions de logements.

Dans le Bâtiment

LA CONSTRUCTION DES LOGEMENTS POPULAIRES

par Albert PÉRIER

NOS MOYENS

Le Bâtiment comprend environ 215.000 entreprises pour un effectif total de 800.000 ouvriers. Les gars du bâtiment sont, en outre, relativement âgés, 150 Français sur 1.000 ont plus de 60 ans.

Déficit très important de spécialités : les maçons, cimentiers, coiffeurs, charpentiers et tailleur de pierre ; si demain, nous devions entreprendre un programme de 240.000 logements par an, pendant 10 ans, nous manquerions de quelque 600.000 ouvriers qualifiés.

MATERIEL DE CHANTIER

Un gros effort d'équipement est à faire, trop d'entreprises travaillant encore avec des moyens de fortune, un matériel vétuste et qui provoque, très souvent, des accidents graves.

Les Comités d'Entreprises auraient, dans ce domaine, un effort à entreprendre, et, au lieu d'ouvrir des caisses de sauf secours aux accidents, il serait préférable d'imposer aux entreprises un renouvellement constant du matériel de chantier.

La production actuelle a dépassé le niveau d'avant guerre.

Les fonds d'acier à béton, le coefficient est de 1,3 par rapport à 1938 et 1,75 par rapport à 1939. Pour les liants, ciment, chaux et plâtre, le coefficient est de l'ordre de 1,6 pour 1938.

Pour certains matériaux, tels que le zinc et le cuivre, la production est au-dessous ; les moellons et la pierre de taille, l'extraction est également au-dessous de 1938. Il en est de même pour les maté-

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

Le Congrès de la C.F.T.C. et l'Unité d'Action

LA GRÈVE des fonctionnaires

Cette grève de 24 heures, dite d'avertissement a pour cause « l'ajournement systématique du reclassement de la fonction publique. »

Toutes les centrales se sont déclarées en faveur de cette grève.

Mais que représente cette grève ? S'agit-il de montrer à l'Etat-Patron que toute combativité n'est pas vaincue, qu'on sait encore « protester » ? Alors, la grève de 24 heures se justifie.

S'agit-il de faire pression sur le gouvernement ? Alors la grève de 24 heures est une plaisanterie. Le gouvernement considère que les frais d'une grève ne sont rien à côté des sommes qu'il devrait débourser pour remplir ses engagements (reclassement).

S'agit-il d'une grève d'avertissement ? Alors la grève de 24 heures est une plaisanterie. Le gouvernement ne céderait pas (ce qui est certain d'ailleurs) ? Alors, cela ne peut être que pour quelques combatisants qui ont encore quelque combativité, les P.T.T. par exemple.

Encore faudrait-il que les travailleurs de la fonction publique passent à une forme d'action qui soit une pression réelle sur l'Etat-Patron et qui donne aux travailleurs conscience de leur force et du véritable but à atteindre. Or, cette forme d'action, c'est la « grève gestionnaire ».

Nous venons de voir quelles sont les diverses interprétations et possibilités de cette grève.

La F.A. et le « Lib. » seront attentifs aux développements inattendus qu'elle pourrait avoir dans certaines professions.

rupture de l'unité d'action décrétée, soit de se cryptostabiliser. Disons de suite, que le sort des dirigeants « chrétiens », qu'ils deviennent des généraux sans

re Martin-Chauffier, et les socialistes unitaires, genre Guignebert, en politiques.

Chacun des protagonistes croit donc pouvoir « posséder » son coéquipier momentané Jésuites et nationaux-communistes, sous des attitudes papales, vont se livrer un duel, courtois et sournois. Avec comme conséquences, une fois de plus, des cabrioles, des reniements et une aggravation du sort des combattants de cotisants. Car ce ne sont pas les exploiteurs des partis syndicaux qui paient les frais de la casse, mais bien les meilleurs militent qui rien ne semblent devoir rebuter.

Par suite de ces décisions de Congrès, le Cartel interconfédéral (C.G.T. F.O. — C.F.T.C. — Cadres) est rompu. La F.O. se retrouve seule et commence même à voir ses maigres troupes se diriger soit vers le Cartel national d'Unité d'action syndicaliste, soit vers le nouveau pôle d'attraction constitué par le tandem CG.T-C.F.T.C.

Sonnant le rassemblement des bonnes volontés, nous disons qu'il ne peut y avoir unité d'action profitable que si les travailleurs se mettent d'accord sur un programme minimum de revendications.

Or ce programme existe. C'est celui du Cartel national d'unité d'action syndicaliste. Qu'enfin rien d'autre ne sera accompli si cette classe ouvrière tant pressurée se refuse à chasser ceux qui, depuis des décades, l'exploitent tout en prétendant la défendre.

Marion qui y représentait la centrale stalinienne :

Le rapport de Mme Cotton est écouter dans le silence coupé d'acclamations et particulièrement lorsqu'elle aborde le problème de la paix, elle rappelle les termes du magnifique appel du Congrès mondial de Budapest :

« Si nous, toutes les femmes, qui constituons la moitié de l'humanité, nous nous dressons en une formation compacte contre les instigateurs d'une nouvelle guerre, il n'y aura pas de guerre ! »

Et la volonté exprimée :

« Jamais les mères françaises ne donneront leurs fils pour faire la guerre à l'Union Soviétique ! »...

...L'instinct devient si intense que les déléguées sont là debout, émuës à un tel point que les rares hommes présents sont obligés à leur tour de laisser libre cours à leur propre émotion ; une Marseillaise de voix féminines monte, lente, ardente, et Aragon vient lire son magnifique poème...

La présence à ses assises d'Eugénie Cottont, qui se révèle récemment combattante dans le silence coupé d'acclamations et particulièrement lorsqu'elle aborde le problème de la paix, elle rappelle les termes du magnifique appel du Congrès mondial de Budapest :

« Si nous, toutes les femmes, qui constituons la moitié de l'humanité, nous nous dressons en une formation compacte contre les instigateurs d'une nouvelle guerre, il n'y aura pas de guerre ! »

Le précédent est du 11-6-49, à propos du vote pour la présidence du Conseil d'administration de la Caisse centrale de la Sécurité sociale. Ont obtenu : Texier (F.O.) : 20 voix (10 patrons, 4 F.O., 2 familiaux, 3 mutualistes, 1 délégué du personnel) ; A. Costes (C.G.T.) : 16 voix (8 C.F.T.C., 1 mutualiste). Est élu président : Texier.

« La conjonction des forces révolutionnaires s'est faite sur le nom de Texier, afin, dès le premier tour, de placer Texier en tête du scrutin. Au second tour, Texier fut élu président de la Caisse, parce qu'il représentait l'homme qui connaît au patronat pour la poursuite de ses plans contre la Sécurité sociale. Les travailleurs sauront à qui s'en prendre s'ils éprouvent des difficultés pour le service de leurs prestations. »

L'ex-président était A. Costes, de la C.G.T., secrétaire des Métaux, député communiste. Il avait été élu à l'unanimité des voix patronales et la C.G.T., alors, s'en énorgueillissait. Les temps sont changés. Ce simple rappel pour que les assurés, trouvant que cela ne va pas très bien à la Sécurité sociale, sachent présentement « à qui s'en prendre ».

Le même journal rapporte les débats du III^e congrès de l'U.F.F. Congrès puisant, magnifique si l'on en croit Jacques

picard.

peut être cité en des centaines de milliers de cas.

Pour construire des logements sains, confortables, il faut compter 400.000 fr. par pièce. Une maison de 6 pièces reviendrait à 2.400.000 francs ; à raison de 4 % de rentabilité, le loyer serait annuellement de 96.000 francs. Pensez-vous que 10 à 15 % du salaire suffiraient ? Il y a bien les allocations logement, mais, méfions-nous du miroir aux allumettes...

Le problème reste, en effet, un seul moyen : il faut que les entreprises s'organisent en rapport avec les progrès, les frais généraux sont trop volumineux, les prétentions bénéficiaires sont trop énormes, les frais d'études et d'exécution de plans sont trop élevés. Il y a vingt ans, un architecte s'occupait de son cabinet avec des grosses affaires ; maintenant, avec des procédés plus modernes et pour trois fois moins de travaux, le même cabinet occupe 3 ou 4 architectes ; il y a trop de superviseurs.

Il faut construire des cités collectives, à plusieurs étages, mais loin des villes, avec leurs jardins, leurs parcs, cela coûte moins cher que la maison individuelle, mais on peut et l'on doit satisfaire le goût de ceux qui préfèrent leurs petites maisons. Contrairement à la Cité dite « Radieuse » de Marseille, bloc lugubre et infernal, logeant 1.500 personnes, véritable bloc conserve, nous estimons que ces blocs devraient servir pour centraliser les administrations d'une ville.

Certains prétendent que la construction d'un bloc de ce genre laisse des logements moins chers. Erreur ! les appartements qui seront à louer dans la cité « Radieuse » s'élèveront de 160 à 180.000 francs par an et coûteront pour ceux qui désireront les acheter près de 3 millions de francs. Ce n'est pas avec ce procédé que nous logerons, confortablement et à des prix abordables, les millions d'ouvriers sans logis.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris.

mande environ le travail d'un peu plus de deux hommes pendant une année, étant donné notre potentiel actuel de main-d'œuvre pour pouvoir réaliser des programmes de l'ordre de 120.000 logements par an, il faudrait que ce chiffre puisse être réduit de moitié.

En fait, nos méthodes actuelles de construction sont surtout adaptées à l'exécution de programme fragmentaire, elles devront subir une profonde révolution pour pouvoir répondre aux programmes des masses de demain.

Je m'excuse de cette longue citation, mais les auteurs sont des techniciens et responsables, dans une certaine mesure, de l'état des choses actuelles. Il y a cinquante ans que nos techniciens auraient dû prévoir le marasme dans lequel nous nous trouvons. Après la guerre 1914-1918, rien ne fut fait pour améliorer la technique dans la construction ; ces messieurs ont appris à gagner des fortunes dans les scandales du Canal de Panama, des régions libérées, comme le disait, à la Chambre des Députés, M. Daniel Vincent, député du Nord.

D'autres éléments viennent entraver l'exécution normale du travail, mauvaise organisation et installation sur les chantiers. On peut considérer qu'un chantier de moyenne importance gaspille, détruit par le fait d'une mauvaise gestion, 20 % des matériaux et du matériel employés.

LA PASSATION
DES MARCHES

Les marchés passés à l'Entreprise Générale, sont des causes profondes de la